

Le 22 mai 2026

Clientélisme : quand le PS utilise l'argent de l'aide sociale à des fins électorales

Post RS

Le clientélisme n'est pas un accident, c'est un système organisé. 3 cas concrets illustrent aujourd'hui comment les aides sociales et les logements deviennent des outils de fidélisation électorale pour le PS, pendant que des structures publiques sont gérées comme des annexes partisans. Résultat : des dizaines de millions d'euros perdus à Mons, des attributions suspectes à Anderlecht en plus de leur gestion douteuse du CPAS, et un fiasco de longue date à la Sambrienne. Partout, la même mécanique de mauvaise gestion, d'opacité et d'irresponsabilité. Et au final, les vraies victimes sont celles qu'on prétend aider : des familles laissées sur liste d'attente ou dans des logements indignes.

Abstract :

- *Un système de clientélisme structurel où aides sociales et logements servent de levier électoral, avec à la clé des centaines de millions d'euros gaspillés, est aujourd'hui pointé du doigt dans 3 dossiers majeurs :*
- *D'abord au CPAS de Mons : 26 millions d'euros non récupérés (20% sur le budget total de 130 millions d'euros), 2,85 millions d'euros de forfaits INAMI jamais réclamés, 13 millions d'euros de créances liées à des aides indues, et 13 millions d'euros d'aide fédérale perdus par négligence, dans une ville déjà endettée à plus de 3.200 euros par habitant.*
- *Ensuite au foyer Anderlechtois : enquête judiciaire en cours, jusqu'à 25% des logements attribués via un comité illégal (contre 6% ailleurs), soupçons de corruption, gouvernance défailante et dérives similaires au CPAS local déjà pointé pour aides indues par le passé.*
- *Enfin, à la Sambrienne : 14 anomalies à risque élevé sur 27 points d'audit, 1.200 logements vides malgré 4.000 familles en attente, près de 60 millions d'euros de subsides perdus, ce qui a forcé la désignation pour intervention d'un manager de crise en 2026 après des années de mauvaise gestion structurelle.*
- *À ce stade pour le PS, la mauvaise gestion n'est pas une exception, c'est la règle.*

1. Instrumentalisation des aides, clientélisme électoral

- Les aides sociales sont devenues entre leurs mains des instruments de conquête électorale : dans les communes à forte concentration de bénéficiaires, l'octroi d'aides ou de logements sociaux devient un levier de fidélisation.
- Dans les communes et institutions dirigées durablement par la gauche, les structures d'aide sociale, CPAS, sociétés de logement, sont trop souvent gérées comme des appendices du parti plutôt que comme des services publics rigoureux, avec pour résultat direct un gaspillage massif d'argent public et une trahison des bénéficiaires légitimes.
- La "politique des copains" coûte des centaines de millions : cumulés, les manques à gagner (60M€ à la Sambrienne), les créances irrécouvrables (26M€ au CPAS de Mons), les logements vides et insalubres, les audits et managers de crise payés par le contribuable, tout cela est la facture réelle du clientélisme.
- Les vraies victimes sont les bénéficiaires légitimes : des familles qui attendent depuis des années un logement social pendant que des attributions se font via des comités illégaux ; des bénéficiaires qui vivent dans des logements insalubres et dangereux... Le clientélisme trahit avant tout ceux qu'il prétend défendre.

2. Le cas du CPAS de Mons

- Le chiffre de ce matin est éloquent : **26 millions** de créances non recouvrées au 31 décembre 2025, soit 20% du budget total du CPAS de Mons (130 millions d'euros), laissés sur la table par une structure qui se plaint publiquement de difficultés financières depuis la réforme du chômage.
- **2.853.805,27 euros** de forfaits médicaux INAMI non réclamés, liés à d'anciennes maisons de repos gérées par le CPAS, une dette oubliée pendant des années, visible dans les comptes, jamais relancée.
- **13 millions d'euros** de créances sur des débiteurs sociaux : RIS versés à tort (fraudes, erreurs, changements de situation non signalés), mais aussi aides récupérables décidées par le CPAS lui-même pour des loyers, frais d'énergie, interventions diverses.
- Comble de l'ironie : Mons a également raté une aide fédérale de 13 millions d'euros pour avoir manqué le seuil de population requis, un problème de diligence administrative dans une ville déjà championne de la dette communale (plus de 3.200 euros de dette par habitant).

3. Le foyer anderlechtois: le modèle du clientélisme à Anderlecht

- En ce mois de Mai 2026, un juge d'instruction a été désigné pour fuites et suspicions de corruption dans l'attribution des logements sociaux au Foyer Anderlechtois, une information judiciaire ouverte après des mois de lettres anonymes.
- Un comité de dérogation interne a été jugé illégal par la SLRB (tutelle) : il accordait jusqu'à 25% des attributions en dehors de tout contrôle statutaire, contre 6% pour les autres SLSP, avec des accusations de paiements pour obtenir des logements.
- L'audit du Foyer pointe : une gouvernance fragile, des dépenses validées sans vote du CA, des marchés publics découpés pour contourner les seuils de contrôle, le tout sous la présidence d'un échevin PS d'Anderlecht qui cumule également la présidence du CPAS local.
- Ce même CPAS d'Anderlecht a été épinglé par l'émission Pano (VRT) pour des revenus d'intégration accordés à des personnes qui n'y avaient pas droit, exactement la catégorie de créances qui explose à Mons.

4. La Sambrienne : la plus grande SLSP de Wallonie, le plus grand fiasco du PS

- Un audit officiel accablant : sur 27 points contrôlés par la tutelle wallonne, 14 présentent un risque "élevé" : conformité gaz et électricité non démontrée, non-conformités électriques datant de 2019 jamais corrigées, sécurité incendie sans preuves de suivi.
- 1.200 logements vides avec plus de 4000 familles qui attendent : pendant que des milliers de ménages sont sur cette liste, près de 13% du parc de la Sambrienne est inoccupé (logements vides ainsi que trop souvent "en travaux"), un signe évident d'une gestion inefficace.
- Près de 60 millions d'euros de subsides perdus : La Sambrienne a raté des subventions de rénovation considérables par manque de préparation et de suivi, ce sont plus de 1.200 logements non rénovés qui auraient pu être remis en état.
- La Région wallonne a été forcée d'intervenir : un manager de crise a été désigné le 17 avril 2026 pour redresser la Sambrienne en urgence, avec mission immédiate sur la sécurité des locataires et l'assainissement financier.
- Le PS dirige La Sambrienne depuis toujours : le président actuel est PS, l'ancien président était PS, la ville est actionnaire majoritaire (56%), elle qui est également gouvernée par le PS. À croire que pour eux, la mauvaise gestion n'est pas une exception, c'est la règle.
- Le conseil d'administration a voté le licenciement des directeurs technique et immobilier bien trop tard, après plus de 15 ans de dysfonctionnements non corrigés.